



RETOURS D'EXPÉRIENCES ET DE BONNES PRATIQUES

La présente note a été élaborée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu, relève de la seule responsabilité de Civipol Conseil et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

ACTION-PILOTE « L'éducation comme levier de prévention »

Note de retour d'expérience

Seydou Khouma

décembre 2019



Table des matières

ACRONYMES ET SIGLES	3
I. Introduction.....	5
II. Rappel de la mission et des objectifs	6
III. Approche méthodologique retenue pour le suivi évaluation et l'accompagnement à la production de l'étude diagnostique.....	6
3.1. Approche du suivi-évaluation.....	6
3.2. Encadrement méthodologique pour l'atteinte des résultats de l'action-pilote	7
3.2.1. Orientations méthodologiques et stratégiques de l'action-pilote.....	7
3.2.2. Appui à l'élaboration des outils de collecte et l'échantillonnage des acteurs.....	7
3.2.3. Déroulement de l'enquête de terrain (entretiens et focus group).....	10
3.2.4. Difficultés et limites de l'étude	15
3.3. Appui à l'analyse des résultats de l'étude et aux recommandations qui en sont tirées.....	16
3.3.1. Connaissance et perception des acteurs de l'éducation (du formel et du non formel) sur les risques et facteurs de vulnérabilité à l'extrémisme violent.....	16
3.3.2. Liens et articulations entre offres de l'EAI et radicalisation pouvant mener à l'EV.....	16
3.3.3. Prise en compte ou non de la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation.....	17
3.3.4. Analyse des recommandations de l'étude	18
IV. Evaluation des objectifs de l'action pilote et recommandations.....	20
4.1. Evaluation de l'étude.....	20
4.2. Recommandations.....	21
Conclusion	22
Annexes	23

ACRONYMES ET SIGLES

AFD : agence française de développement

BID : banque islamique pour le développement

CDM : curriculum des daara modernes

CEB : curriculum de l'éducation de base

CGE : comité de gestion d'école/d'établissement

CRFPE : centre régional de formation des personnels de l'éducation

DUE : délégation de l'union européenne

EAI : enseignement arabo-islamique

ER : éducation religieuse

EV : extrémisme violent

IEF : inspection de l'éducation et de la formation

IGEF : inspection générale de l'éducation et de la formation

INEADE : institut national d'étude et d'action pour le développement de l'éducation

IRD : institut de recherche pour le développement

JICA : agence japonaise de coopération internationale

JIR : Jamatou Ibadour Rahman

LPG : lettre de politique générale pour le secteur de l'éducation et de la formation

PEV : prévention de l'extrémisme violent

MEC : maitre d'école coranique

MEN : ministère de l'éducation nationale

PE : projet d'école/d'établissement

UNESCO : organisation des nations unies pour la science et la culture

UNICEF : organisation des nations unies pour l'enfance

UNAPEES : union nationale des associations de parents d'élèves et d'étudiants du Sénégal

USAID : agence des Etats unis pour le développement international

SEF : système éducatif du Sénégal

Remerciements

Nous adressons nos vifs remerciements à Monsieur Thierry Lamborion, chef d'équipe et à tous les membres de celle-ci, pour leur confiance, accompagnement et facilitation, à Alice Comte et Mmah Touré, particulièrement.

Nous remercions vivement l'expert principal Emmanuel Salliot qui nous a accompagné et soutenu pendant tout ce travail avec une volonté et une disponibilité sans faille.

Enfin, nous remercions l'équipe du GIRES pour leur engagement.

I. Introduction

L'extrémisme violent est devenu un fléau mondial. Le combattre n'est plus suffisant, il faut le prévenir. Les solutions militaires s'essouffent et connaissent des limites car ne touchant pas les futurs radicaux ni les causes profondes du phénomène. En effet, on ne naît pas extrémiste ni radical, on le devient par un conditionnement qui ne laisse pas l'éducation à l'écart. Le Sénégal, pays politiquement stable devient ainsi un laboratoire de cette prévention. C'est dans ce cadre que s'est déroulé l'action pilote financée par l'UE à travers le PPREV-UE, et exécutée par le GIRES. Etendue sur trois mois (d'octobre à décembre 2019), cette action a été accompagnée méthodologiquement dans le cadre d'une mission de suivi évaluation menée par nous sous la supervision de l'équipe du PPREVUE.

Ce rapport rend compte de la mise en œuvre de cet accompagnement méthodologique et des résultats obtenus et retient des recommandations à l'attention du bailleur. Il est articulé autour de trois parties. La première expose et explicite les approches méthodologiques mises en œuvre. Elle met l'accent sur l'analyse des indicateurs de qualité relatifs à la cartographie des acteurs et des offres touchées dans les investigations. La deuxième présente et analyse les résultats de l'étude et ses recommandations. La dernière partie évalue ces résultats et recommandations à partir des objectifs de l'action et formule des pistes de réflexion à l'attention de la Délégation de l'Union européenne.

La République du Sénégal est considérée à l'échelle ouest-africaine comme un îlot de sécurité, fondé sur une culture démocratique bien ancrée, des institutions stables, des mécanismes de régulation sociale encore relativement opérants, une convivialité interreligieuse, gage de tolérance et de stabilité et des valeurs de vivre ensemble encore plutôt bien partagées. Mais ce pays se caractérise aussi par des fragilités susceptibles d'être exploitées par des groupes prônant l'action violente extrême : pauvreté structurelle et chômage endémique surtout parmi les jeunes, creusement des inégalités sociales et économiques, déficit de gouvernance démocratique, marginalisation des espaces périphériques, bouleversements sociétaux et crises des valeurs traditionnelles.

En matière éducative, le Sénégal est un pays où le système scolaire national n'arrive pas encore à prendre en charge l'ensemble des enfants en âge d'être scolarisés en milieu formel, même si la volonté affichée est d'arriver à une scolarisation universelle comme déclarée dans les textes officiels et dans les politiques éducatives.

Plus d'un million d'enfants en âge de scolarisation se retrouvent en marge du système éducatif formel dont la moitié pour le seul secteur de l'enseignement arabo-islamique. Ainsi, plusieurs offres éducatives, alimentées par des idéologies et des contenus d'enseignement dont certains sont ouverts à l'extrémisme violent, s'y côtoient et se livrent parfois à une concurrence apparente ou latente. Les acteurs des assises de l'éducation et de la formation avaient remarqué que cette forte présence d'offres concurrentes générerait à terme des risques de confrontations. Et tous considéraient qu'il s'avérait nécessaire d'aller vers une école unifiée.

Dans ce contexte, le Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur l'Education et les Savoirs (GIRES) a conduit, avec le soutien du PPREV-UE, une action s'inscrivant dans la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E), visant à mettre à la disposition des autorités du MEN des éléments de compréhension et de décision pour prévenir l'extrémisme violent et renforcer les capacités du système éducatif sénégalais à élaborer des dispositifs stratégiques appropriés et efficaces pour la prévention de l'extrémisme violent. Et ceci au moyen d'un cadre de dialogue entre décideurs politiques (autorités sénégalaises), acteurs de l'éducation et partenaires non étatiques autour de la problématique de l'extrémisme violent dans la sphère éducative. Il s'agit donc d'asseoir un environnement scolaire propice à une culture de paix et de tolérance, à un vivre ensemble à l'école.

C'est ainsi que cette action, soutenue par le projet pour sa démarche innovante, duplicable et courte, requérait toutefois d'être appuyée particulièrement sur deux aspects :

- Une meilleure connaissance des risques de radicalisation pouvant mener à la violence, notamment au sein de la religion musulmane, et des approches à développer pour contrer cette radicalisation ;
- Une méthode dynamique de suivi-évaluation de cette action -pilote, visant à en tirer rapidement des enseignements qui puissent être utiles à l'Union européenne, pour préciser ses stratégies d'intervention futures dans le secteur de la PEV et de l'appui au secteur éducation, au Sénégal et dans d'autres contextes ouest-africains.

II. Rappel de la mission et des objectifs

L'expert ayant déjà été recruté par le PPREV-UE en vue de délivrer des sessions de formation-coaching aux personnels de la DUE au Sénégal, et justifiant d'une parfaite connaissance des risques et des dangers liés au développement d'une idéologie radicale au sein de l'Islam au Sénégal, a été retenu pour accompagner le GIRES dans son initiative.

Une très bonne connaissance des attentes de l'UE en matière de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent, devait par ailleurs lui permettre de tirer rapidement les enseignements utiles et assurer un suivi-évaluation efficace.

Ainsi, la mission a eu pour premier objectif d'apporter au GIRES une meilleure compréhension des processus de radicalisation et des phénomènes d'extrémisme violent, plus particulièrement dans le domaine religieux (Islam), et de leur impact dans les systèmes éducatifs formel et non formel.

Elle a eu aussi, comme second objectif, d'assurer un suivi-évaluation efficace, en vue de produire des recommandations opérationnelles qui puissent inspirer l'Union européenne dans la définition de ses programmes de soutien en matière éducative.

III. Approche méthodologique retenue pour le suivi évaluation et l'accompagnement à la production de l'étude diagnostique

3.1. Approche du suivi-évaluation

En rapport avec les objectifs ci-dessus indiqués, l'approche méthodologique retenue a consisté à accompagner le GIRES pendant tout le processus étendu de septembre à décembre 2019. C'est ainsi qu'étroitement associé aux processus, nous avons proposé une méthodologie appropriée, prodigué nos conseils, donné des orientations et participé à la collecte des données et à l'organisation et l'animation des différentes rencontres ayant jalonné le processus.

Pour ce faire, des indicateurs ont été stabilisés en accord avec l'expert principal autour de deux axes :

Axes	Description des indicateurs
Encadrement méthodologique pour l'atteinte des résultats de l'action-pilote	Cartographie des offres éducatives dans les trois régions ciblées et production d'un état des lieux des risques et vulnérabilités : Appui à la collecte, au traitement et à l'analyse de données pertinentes
	Identification et caractérisation des acteurs du formel et des promoteurs du non-formel Appui méthodologique au recueil et à l'analyse des données pertinentes et formulation de recommandations spécifiques pour engager chaque type de protagoniste dans la concertation
	Appui au S&E de l'action-pilote
Production d'un retour d'expériences et de recommandations opérationnelles en direction de la DUE	Monitoring des résultats spécifiques Analyse à produire en termes de leçon apprises

3.2. Encadrement méthodologique pour l'atteinte des résultats de l'action-pilote

Le premier axe a concerné le monitoring des activités prenant en charge les objectifs de l'action du GIRES.

3.2.1. Orientations méthodologiques et stratégiques de l'action-pilote

Pour atteindre ces objectifs, la méthodologie proposée a tenu compte des indicateurs ci-dessus retenus. C'est ainsi que nous avons privilégié une approche globale inductive s'appuyant sur des données qualitatives. Celle-ci a impliqué des outils d'investigation de variables en lien avec le phénomène de l'extrémisme dans l'éducation. Autrement dit, notre approche a cherché à comprendre et expliquer le rapport de causalité entre les programmes scolaires, les offres éducatives, les acteurs d'un côté et l'extrémisme violent de l'autre. De ce point de vue, l'analyse documentaire portant sur les contenus enseignés et l'analyse de données issues d'entretien avec les acteurs s'est imposée comme approche directe.

Ainsi, l'étude est qualitative en ce sens qu'elle interroge des données empiriques au soubassement du phénomène en question. Les données ciblées sont des données de contenu et non des données chiffrées.

Nous savions que l'objet de recherche et le contexte pouvaient (la stigmatisation de certains groupes religieux fonctionnant) favoriser une certaine méfiance et des comportements de rejet chez certaines cibles. C'est pourquoi, nous avons proposé que le dispositif éducatif et de formation mis en œuvre par les acteurs soit analysé dans la foulée et que les résultats puissent aider à une corrélation entre les discours, les logiques et les représentations repérés à travers les enquêtes. C'est la technique de la triangulation qui a été mise en avant.

Le soubassement de cette opération tend à établir et expliquer le type d'association possible entre le phénomène de l'extrémisme et les programmes éducatifs. S'agit-il d'une association positive ou négative ? En d'autres termes, les programmes et dispositifs d'éducation vont-ils dans le sens de l'extrémisme violent ou non ?

Il s'est agi donc d'une corrélation explicative qui a permis de débusquer les enseignements, comportements ou actions éducatives pouvant être déterminés comme indicateurs sur le phénomène, et au-delà de tout ceci, des logiques qui conduisent au phénomène. Ce qui a permis d'établir des indicateurs de risques ou de vulnérabilité dans les offres identifiées.

Nous avons ainsi identifié les acteurs sur le terrain : leaders d'associations religieuses, promoteurs d'éducation, institutionnels, chefs d'établissements et enseignants du formel comme du non formel. Tous pouvant se prononcer sur les relations possibles entre l'éducation et l'extrémisme violent. (Voir en annexe)

3.2.2. Appui à l'élaboration des outils de collecte et l'échantillonnage des acteurs

Outils de collecte

Pour la collecte d'informations et de données empiriques sur l'objet d'étude, nous avons privilégié une entrée par les offres éducatives. Ceci correspond à identifier le type d'école formelle ou non formelle à investiguer.

La collecte des données a été faite à l'aide de trois types d'instruments : journal de terrain à tenir par chaque enquêteur, des guides d'entretiens individuels et collectifs (focus group). L'usage de cette palette d'instruments est dicté par un souci de triangulation des données recueillies.

Cinq guides d'entretien sont élaborés pour approcher les différentes catégories de cibles :

Catégories de cibles					
	Promoteurs d'éducation et leaders d'associations religieuses	Institutionnels	Chefs d'établissements et enseignants du formel (francophones)	Chefs d'établissement et enseignants du non formel (arabophones)	Maitres coraniques
Axes et contenus communs	<p>Connaissance de la problématique et de l'actualité de l'extrémisme violent ;</p> <p>Rôle de l'éducation : acteurs et facteurs d'influence ;</p> <p>Rôle de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent.</p>	<p>Connaissance de l'actualité de l'extrémisme violent ;</p> <p>Rôle de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent ;</p>	<p>Connaissance de la problématique et de l'actualité de l'extrémisme violent ;</p> <p>Rôle de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent.</p>	<p>Connaissance de la problématique et de l'actualité de l'extrémisme violent ;</p> <p>Rôle de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent.</p>	<p>Connaissance de la problématique et de l'actualité de l'extrémisme violent ;</p> <p>Rôle de l'éducation, du daara dans la prévention de l'extrémisme violent.</p>
Axes et contenus spécifiques	<p>Importance de la religion dans l'éducation de l'enfant ;</p> <p>Rapports entre religion et extrémisme violent ;</p> <p>Facteurs de risque et causes de l'extrémisme violent au niveau de l'éducation ;</p>	<p>Diversité des offres et programmes éducatifs dans le formel et le non formel ;</p> <p>Prise en charge de l'éducation à la citoyenneté et du vivre ensemble dans les programmes et manuels scolaires du formel et du non formel.</p>	<p>Importance de la religion dans l'éducation de l'enfant ;</p> <p>Facteurs de risque, cause de l'extrémisme violent à l'école et en classe ;</p>	<p>Importance de la religion dans l'éducation de l'enfant ;</p> <p>Facteurs de risque, cause de l'extrémisme violent dans les daara ou écoles arabo-islamiques ;</p>	<p>Importance de la religion dans l'éducation de l'enfant ;</p> <p>Facteurs de risque, cause de l'extrémisme violent dans les daara ;</p>

Les acteurs

Les guides d'entretien et celui du focus group sont articulés autour d'un certain nombre de questions qui couvrent des variables en rapport avec l'extrémisme violent dans le milieu scolaire. Ainsi, pour chaque catégorie identifiée, un accent a été mis sur des aspects relatifs à l'offre et à la position que l'acteur occupe dans le système éducatif :

Promoteurs d'éducation et leaders d'associations religieuses

Cette catégorie de cibles est considérée comme celle qui regroupe des porteurs de projets éducatifs. L'entretien met l'accent sur le projet éducatif et le lien entre l'éducation, la religion et l'extrémisme violent ainsi que le rôle de l'éducation dans la prévention du phénomène de l'extrémisme violent.

Institutionnels

Il s'agit de la catégorie chargée du pilotage du système éducatif à tous les niveaux concentrés comme déconcentrés (Directions, IA et IIEF).

Au-delà de la prise de conscience du phénomène de l'extrémisme violent, le questionnaire qui lui est administré met l'accent sur les diversités d'offres éducatives et le rôle de l'Etat consistant à construire, à travers l'éducation, une nation dans le cadre d'une République.

Chefs d'établissements et enseignants du formel (francophones)

Ce questionnaire destiné aux chefs d'établissement, directeurs d'écoles et enseignants du système officiel vise à mesurer le niveau de prise en charge réelle de l'extrémisme violent dans les activités scolaires et périscolaires, ses causes et facteurs de prévention.

Chefs d'établissement et enseignants du non formel (arabophones)

Cette catégorie est souvent composée de retraités de l'enseignement public officiel (anciens IEE, directeur, proviseur, principal de collège) ou des arabophones n'ayant pas occupé des fonctions officielles.

Ici, le lien entre l'islam et l'extrémisme à travers l'éducation est mis en avant. Le rôle de la religion et de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent sont pris en charge.

Maitres d'école coranique (MEC)

C'est une catégorie composée de personnes formées dans les daara et qui officient dans ces structures d'éducation comme promoteurs ou enseignants. Elle constitue un pan important de l'éducation non formelle et non contrôlée par l'Etat.

Il a été question avec cette cible, un peu particulière eu égard à l'objet de recherche, de centrer l'entretien sur le lien entre la religion, l'éducation dans les daara et le phénomène de l'extrémisme violent.

Appui à l'élaboration du questionnaire du Focus group

Quant au questionnaire du focus group, qui a concerné des personnes répondant des mêmes profils que ceux des entretiens à l'exception des institutionnels, l'accent est mis sur les aspects communs de façon à susciter un débat et une interaction féconds.

Toutefois, l'on constate que les guides d'entretien de même que celui du focus group n'ont pas adressé l'environnement et les trajectoires individuelles des personnes interviewées, même s'ils ont visé les projets éducatifs au niveau des promoteurs, même s'il était prévu d'identifier l'interlocuteur au début de l'entretien.

3.2.3. Déroulement de l'enquête de terrain (entretiens et focus group)

En matière de recherche fondée sur des hypothèses causales, on passe généralement du niveau théorique au niveau empirique en utilisant un échantillon jugé représentatif. Dans le cadre de cette recherche, celui-ci regroupe les acteurs porteurs d'offres éducatives et metteurs en œuvre, les syndicalistes, les parents d'élèves.

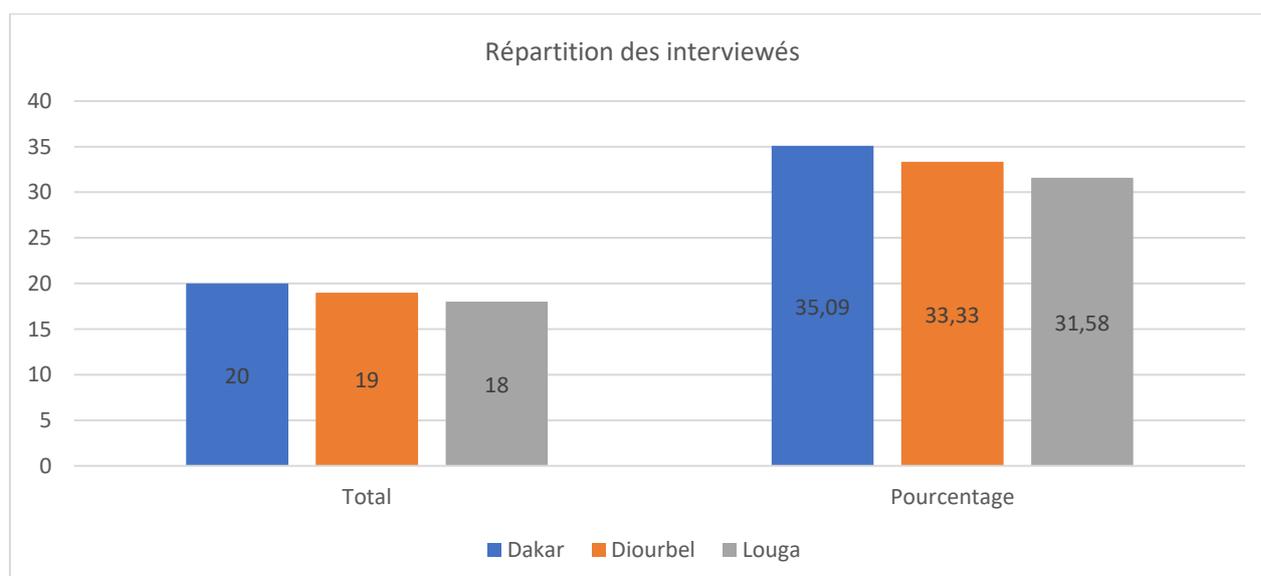
Pour assurer l'adéquation entre l'échantillon opérationnel et l'objet d'étude, nous avons préalablement identifié les populations cibles qui retiennent toutes les caractéristiques d'acteurs spécialistes, d'acteurs sociaux, concepteurs, gestionnaires et maitres d'œuvre des programmes et politiques éducatifs notamment en rapport avec les modèles alternatifs. À l'intérieur de l'échantillon, nous avons ciblé des interlocuteurs pouvant donner des informations crédibles et préliminaires :

- Maitres coraniques ;
- Enseignants du formel et du non formel ;
- Chefs d'établissement du formel et du non formel ;
- Institutionnels, gestionnaires du système éducatif ;
- Promoteurs d'école et d'offres éducatives ;
- Leaders religieux intervenant dans le champ éducatif ;
- Leaders syndicaux et parents d'élèves.

Dans ces catégories nous avons tenu compte de la dimension de l'appartenance confrérique mais aussi religieuse autant que faire se peut dans la mesure où nous allions interroger aussi bien les musulmans que les chrétiens (écoles confessionnelles musulmanes et catholiques).

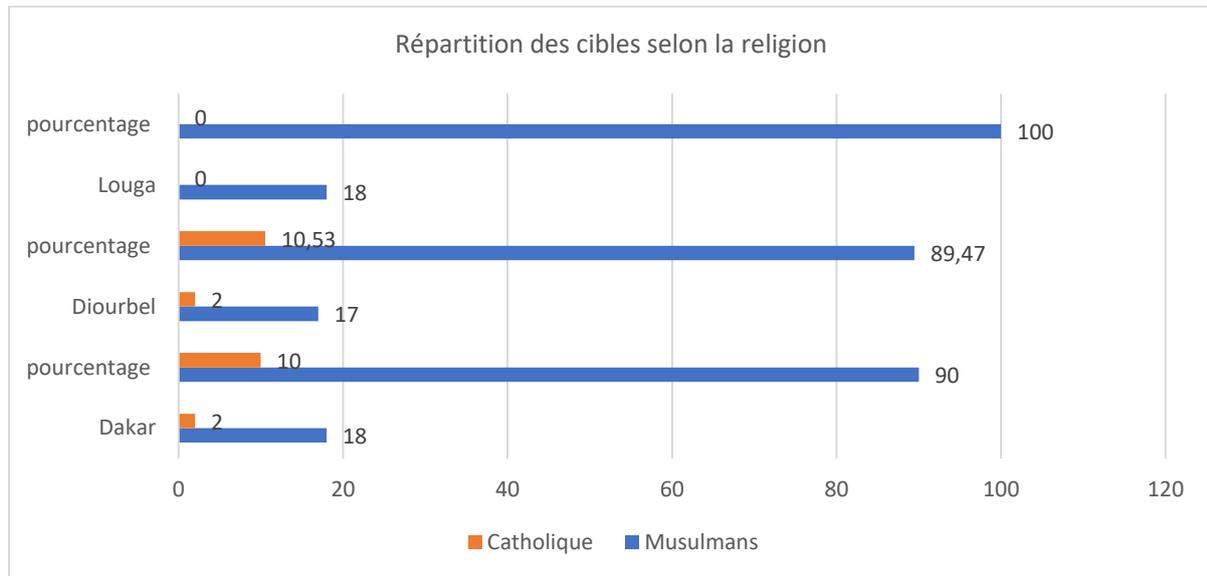
Au total, il était prévu d'organiser soixante (60) entretiens et dix (10) focus group (avec 10 participants pour chacun) dans les trois régions retenues dans l'échantillon. A l'arrivée, la situation des enquêtés se présente comme suit :

Graphique 1 : Répartition des interviewés selon la zone d'enquête



Les trois régions représentant la géographie de l'enquête sont Dakar, Diourbel et Louga. Les entretiens réalisés ont impliqué 57 personnes dont 3 seulement de sexe féminin toutes des responsables de structure d'éducation (1 principal de collège à Dakar et 2 responsables d'écoles privées à Touba). Dakar arrive en première place avec 35,09% des individus interviewés, suivie de Diourbel (33.33%) puis de Louga avec 31.58%.

Graphique 2 : Répartition des acteurs enquêtés selon leur appartenance religieuse

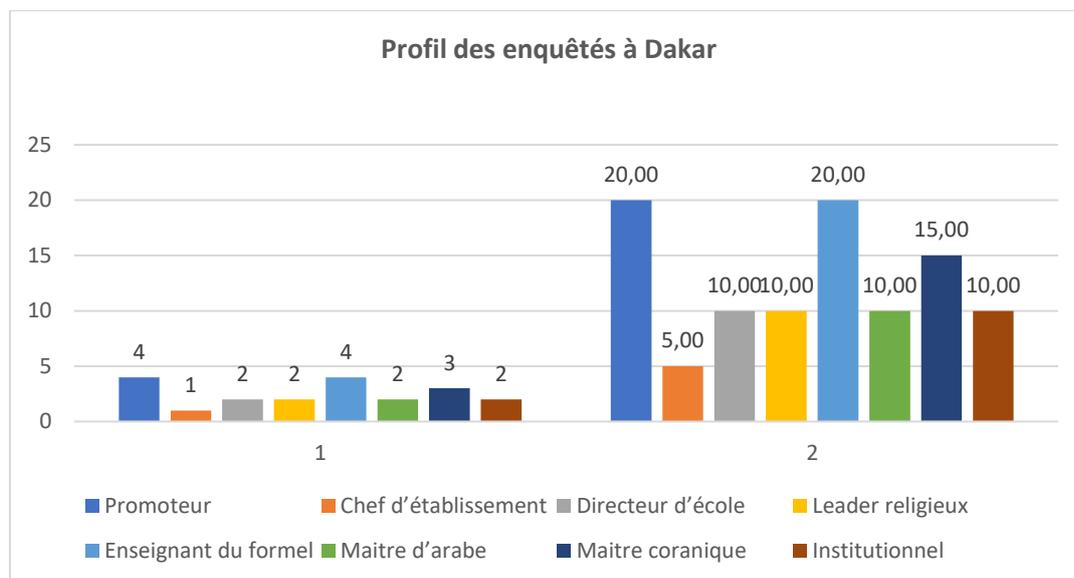


Globalement, les musulmans représentent plus de 90% des interviewés. A Dakar comme à Diourbel, les chrétiens représentent 2% des cibles enquêtés. A Louga, pour des raisons que nous ignorons, aucun entretien n'a été réalisé avec des chrétiens.

Profil des acteurs interviewés dans les trois régions

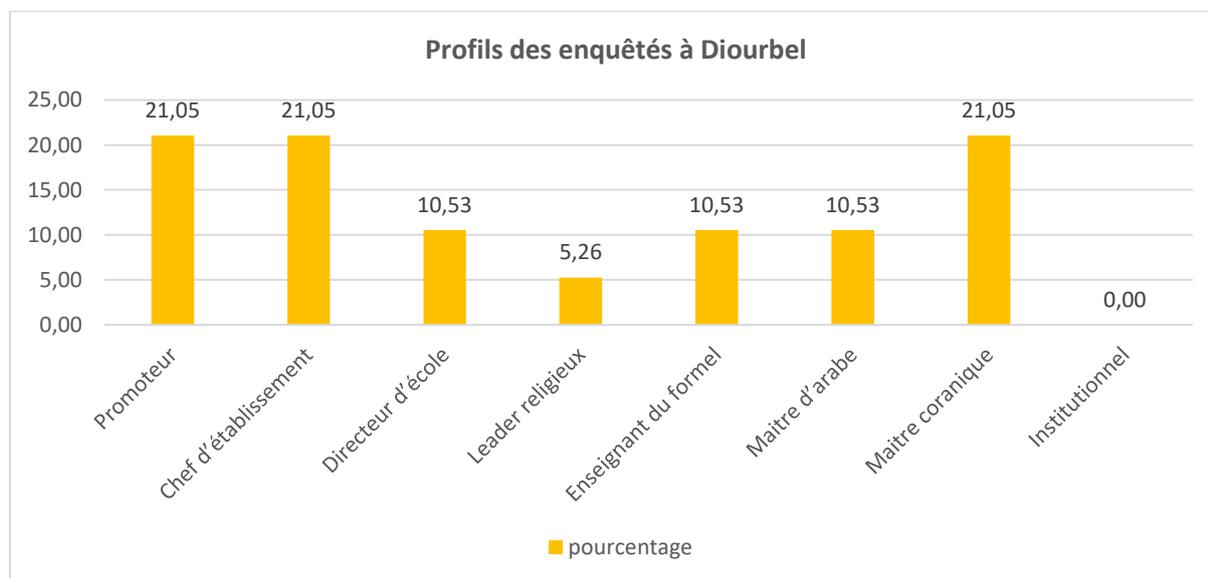
Les personnes interviewées répondent à des profils différents mais tous en rapport avec l'objet de l'étude et bien au fait des questions éducatives. Ainsi, 8 profils ont été impliqués. Les maitres coraniques représentent la majorité avec 20% des enquêtés tandis que les institutionnels représentent seulement 4%. Les autres profils sont dispersés dans l'échantillon comme suit : les directeurs d'écoles et chefs d'établissement cumulant 30% avec plus de 20% pour les seuls directeurs d'écoles. Viennent ensuite les promoteurs d'éducation et les enseignants du formel avec respectivement 16% et 14%. Les maitres d'arabe et leaders religieux cumulent un pourcentage de 16%, avec 9% pour les seuls maitres d'arabe.

Graphique 3 : Profil des enquêtés à Dakar



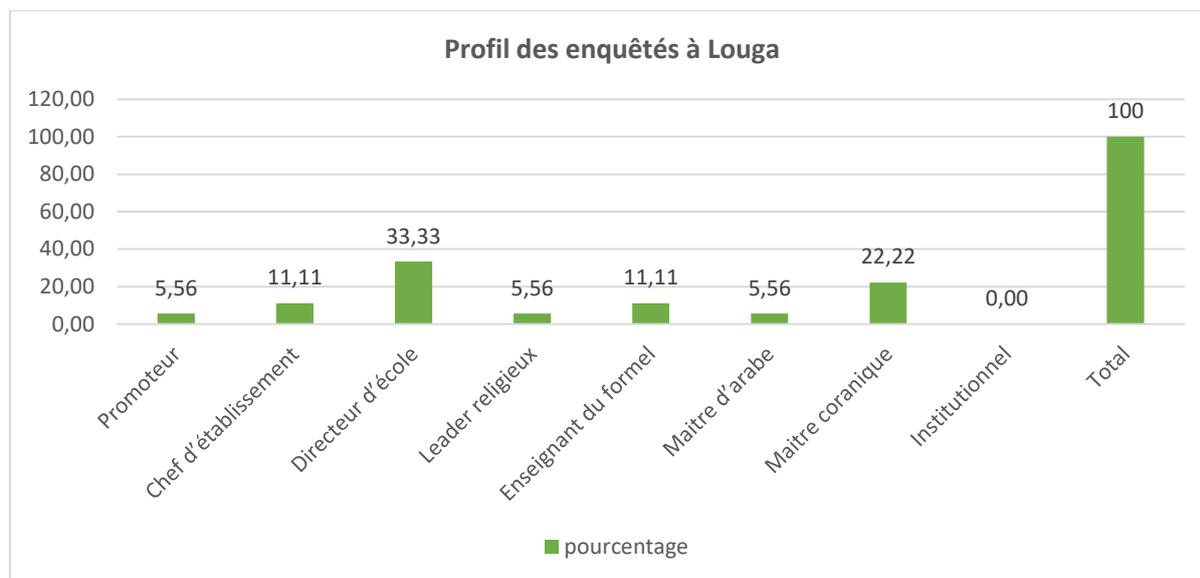
À Dakar, les tendances se dessinent comme suit : les promoteurs et les enseignants du formel se partagent constituent 40%, avec une part égale d'enquêtés. Viennent ensuite les maitres coraniques avec 15% de l'ensemble des personnes interviewées. Les acteurs institutionnels, les leaders religieux et les directeurs d'écoles représentent chacune 10% de l'échantillon, tandis que les chefs d'établissement représentent 5% des personnes interviewées.

Graphique 4 : Profil des enquêtés à Diourbel



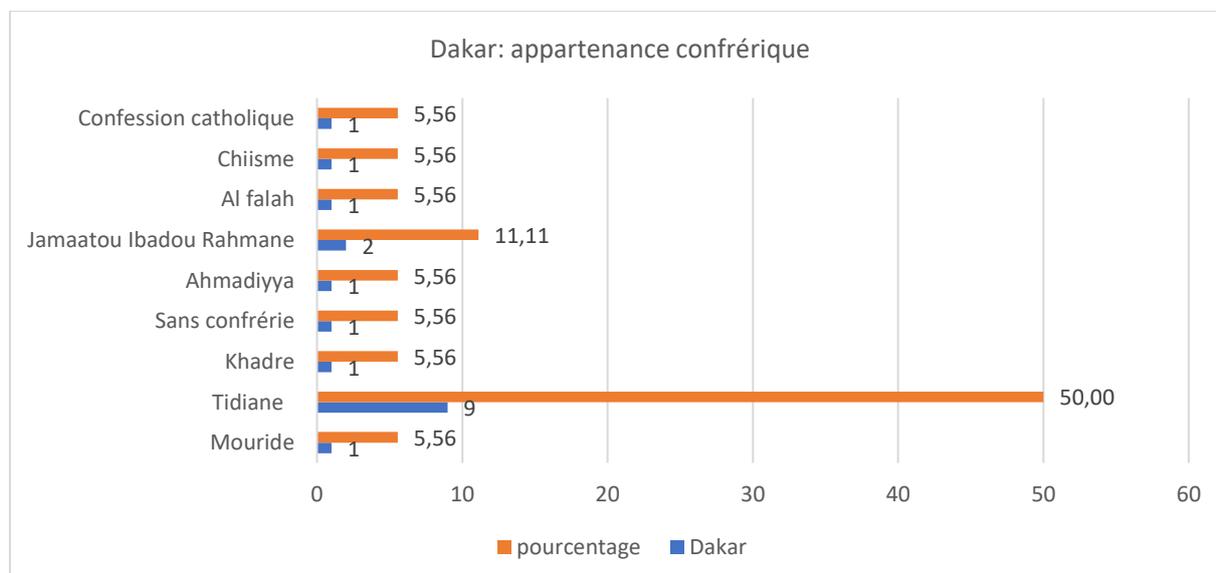
Le profil des personnes interviewées à Diourbel est configuré comme suit : les maitres coraniques et les promoteurs représentent un cumul de 64% des enquêtés à part égale. La catégorie des enseignants de l'élémentaire, directeurs d'écoles et enseignants y compris, représentent tous plus de 21% de l'échantillon touché soit 10.53% pour chaque profil. Les leaders religieux, responsables d'association sont représentés pour un peu plus de 5% tandis que les acteurs institutionnels sont absents de l'enquête.

Graphique 5 : Profil des enquêtés à Louga



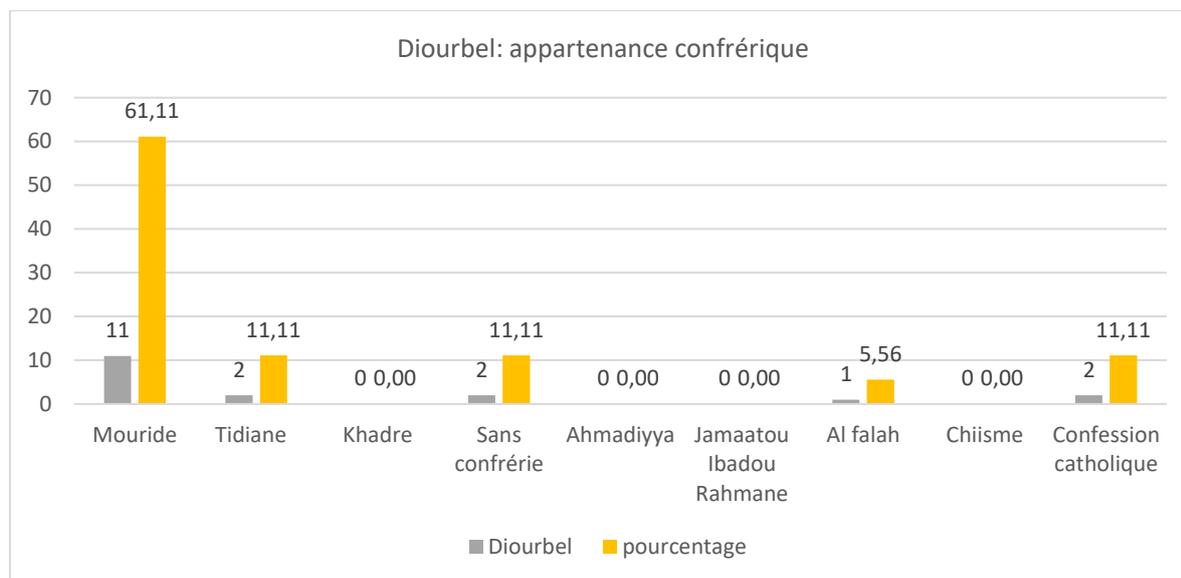
A Louga, contrairement à Diourbel, les directeurs d'écoles sont trois fois plus représentés dans l'échantillon soit 33.33%. Ils sont suivis des maîtres coraniques représentés deux fois plus que ceux de Diourbel, soit 22.22% de l'ensemble. La catégorie composée des maîtres d'arabe et des promoteurs d'éducation ne représentent que 11% de l'échantillon. Les chefs d'établissement quant à eux ainsi que les enseignants du formel sont représentés à hauteur de plus de 22% soit 11.11% pour chaque catégorie. Là encore, les acteurs institutionnels sont absents des enquêtes.

Graphique 6 : Appartenance confrérique à Dakar



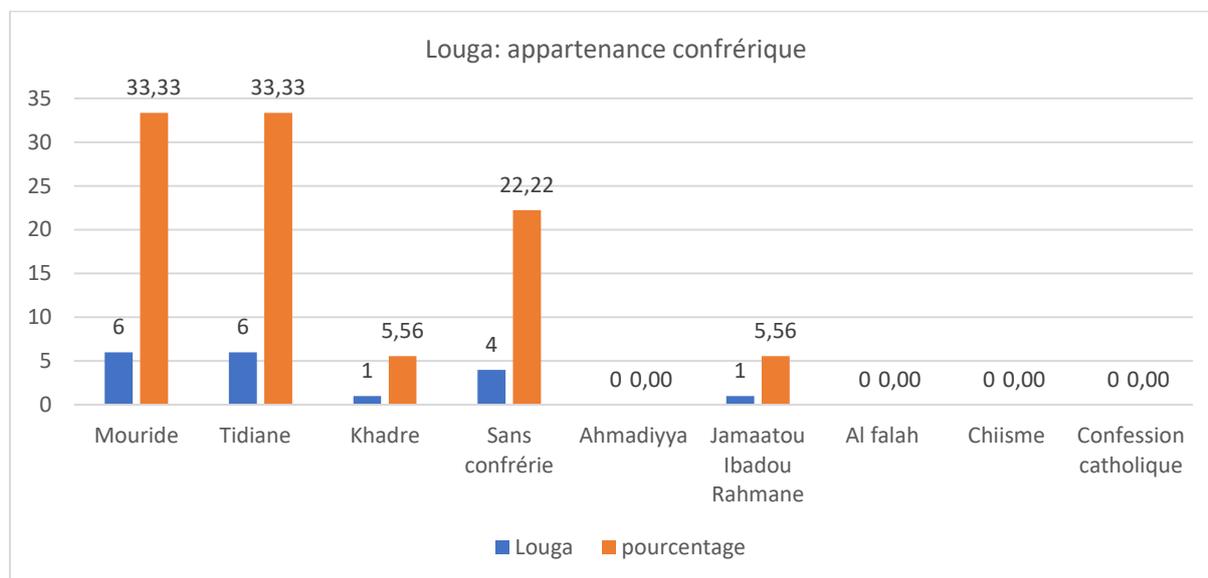
A Dakar, les Tidiane constituent la moitié des interviewés (50%). Ils sont suivis par les salafistes avec un peu moins de 24% : Ibadou Rahmane avec 11.11%, Al Falah et « Sans confrérie » à hauteur de 5.56%, respectivement. Toutes les autres confréries (Mouride, Khadre Chiisme et Ahmadiyya) et la confession catholique représentent chacune 5.56%.

Graphique 7 : Appartenance confrérique à Diourbel



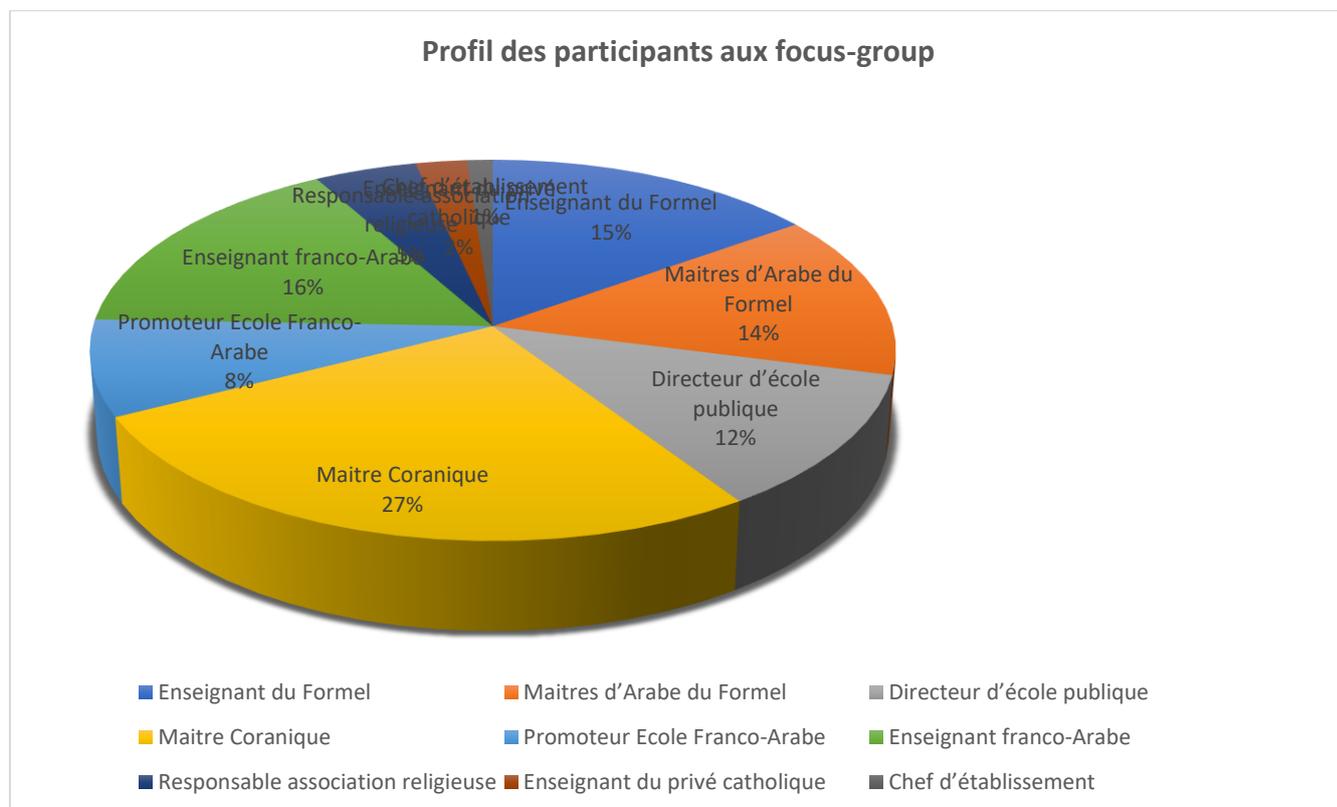
Contrairement à Dakar, les mourides représentent à Diourbel la majorité des personnes interviewées, avec plus de 61% de l'échantillon global. Les Tidianes et la confession catholique représentent 22.22% en cumul et à part égale soit 11.11% pour chaque catégorie. Les sans confréries associés aux représentants de Al Falah totalisent plus de 15% de l'ensemble des interviewés. Quant aux chiites, Khadres et Ahmadiyya ils ne sont pas représentés dans l'échantillon.

Graphique 8 : Appartenance confrérique à Louga



A Louga, les confréries majoritaires du Sénégal sont représentées de façon paritaire, 33.33% chacune. Les « sans confréries » viennent ensuite avec 22.22% des personnes enquêtées. Cumulé avec celui des personnes affiliées au mouvement Ibadou Rahmane, le taux de la catégorie qui ne se réfère pas à une confrérie, atteint 32.78% soit presque le tiers des interviewés.

Graphique 9 : Profil des acteurs participants aux focus group



Les personnes ayant participé aux focus group répondent des mêmes profils que celles interviewées, à l'exception des acteurs institutionnels. Les maitres coraniques représentent la majorité avec 27% suivi des enseignants du franco arabe (formel) avec un taux de 16% et des enseignants francophones du formel avec 15%. Viennent après eux, les maitres d'arabe du formel avec 14%. Les chefs d'établissement et les promoteurs d'éducation cumulent un taux de 20% avec un écart de 6 points en faveur des chefs d'établissement soit 8% pour les promoteurs. Les religieux, les représentants du privé catholique ainsi que les directeurs d'école sont faiblement représentés avec respectivement 5,2% et 1%. Dans toutes les régions de l'échantillon, les profils répondent aux mêmes tendances, à l'exception de Louga où l'on remarque une forte participation des directeurs d'écoles avec un taux de 27%. Pour le reste, les maitres coraniques et enseignants d'arabe du formel cumulent 54% des taux de participation. La participation des promoteurs et chefs d'établissement tourne autour de 15%.

3.2.4. Difficultés et limites de l'étude

Certaines difficultés ont été notées dans la conduite de ces enquêtes. Hormis les difficultés méthodologiques relatives à la conduite des entretiens, des retranscriptions et de la non couverture des aspects liés à l'environnement de l'école, on peut classer ces difficultés en trois ordres :

- Celles liés à la prise de contact et le regroupement des cibles pour les focus group. En effet, l'hétérogénéité des cibles et la méfiance constituent deux facteurs de difficulté à la constitution et l'organisation des focus group.
- La sensibilité de la thématique portant sur les questions religieuses et confrériques. La sélection et la mobilisation des acteurs ont été difficiles dans certaines localités, à cause des divergences de points de vue des acteurs sur la thématique, et les difficultés à repérer les différents groupes d'acteurs, à les convaincre et à participer ensemble à des séances de discussion sur le phénomène de l'extrémisme violent. En plus, les enquêteurs ont été confrontés à une certaine méfiance affichée de certaines cibles, réticentes à l'étude, du fait des échos négatifs au sujet des

études préalables sur l'enseignement arabo-islamique au Sénégal mais aussi à leur perception relative à la thématique. A Diourbel, des salafistes de renommé ont refusé de rencontrer nos enquêteurs malgré notre intervention (Ibrahima Khalil Lo). D'autres ont hésité avant d'accepter suite à notre intervention.

- L'usage opératoire de certains concepts : salafisme, extrémisme religieux. La traduction adéquate du concept en vocable wolof, en évitant que l'enquête soit suspectée n'a été du tout aisée. Tout comme la manifestation de quelques répulsions quant à l'objet de l'étude.

Toutefois, les entretiens et focus group ont permis de recueillir une masse critique d'informations qui ont permis de mesurer les perceptions liées à la question de l'extrémisme violent dans les offres éducatives du formel et du non formel. Ainsi, quelques résultats qualitatifs ont été obtenus en rapport avec les indicateurs retenus.

3.3. Appui à l'analyse des résultats de l'étude et aux recommandations qui en sont tirées

Cette partie du rapport prend en charge l'axe 2 des indicateurs. Elle analyse les résultats de l'action pilote en rapport avec les résultats attendus et les indicateurs de qualité précédemment retenus.

3.3.1. Connaissance et perception des acteurs de l'éducation (du formel et du non formel) sur les risques et facteurs de vulnérabilité à l'extrémisme violent

De façon précise, l'analyse des entretiens a révélé :

- Une prise de conscience des personnes interrogées sur la réalité de l'extrémisme violent, avec une perception globale qui met l'accent sur la violence comme spectres de faits dont l'extrémisme religieux en est une forme d'expression ;
- Un lien de causalité entre l'EV et l'éducation islamique. Cependant, la majorité des personnes ont précisé qu'il s'agit de l'Islam travesti par la manipulation idéologique et politique.

3.3.2. Liens et articulations entre offres de l'EAI et radicalisation pouvant mener à l'EV

Le niveau institutionnel politique

D'emblée, il faut noter que les résultats en surface ainsi que les recommandations formulées par les acteurs ne traduisent pas très nettement le lien entre les extrémismes et l'éducation. Ces résultats cachent bien des réalités en cause. L'approfondissement de l'analyse renseigne bien sur un lien structurel entre l'EAI et la radicalisation.

Ceci découle de la configuration du système éducatif et de l'environnement socio-politique de l'école. En effet, l'utilisation des termes « arabisant » et « francisant » et l'exclusion des premiers des processus décisionnels et l'absence de dialogue structuré entre les deux catégories de citoyen traduisent une fracture qui est perceptible dans l'organisation même de l'école, des programmes enseignés et des discours.

Historiquement parlant, les tentatives effectuées par l'État pour garantir l'éducation pour tous en remédiant à ses capacités financières insuffisants, l'ont poussé à sous-traiter l'éducation à des promoteurs et des organisations et associations religieuses, porteurs chacun d'une vision différente de l'éducation, déployant parfois des projets qui divergent des finalités fixées par l'Etat dans la loi d'orientation de l'éducation nationale. Le mouvement Al-Falah veut par exemple former un musulman sunni-salfiste ; Al-Azhar veut quant à lui promouvoir le patrimoine de Cheikh Ahmadou Bamba ;

Mozdahir veut enseigner un « islam originel » tandis que la JIR veut donner à ses apprenants toutes les connaissances qui leur permettront d'être de bons citoyens¹.

La définition des institutions et communautés religieuses comme moyen d'éducation par la Constitution laisse la porte ouverte aux sentiments de références aux identités religieuses promouvant la dualité avec l'école nationale et les rivalités au sein de l'EAI. La constitution leur donne le droit de se développer sans entrave. Elles sont dégagées de la tutelle de l'Etat. Elles règlent et administrent leurs affaires d'une manière autonome.

En apparence, il y aurait un conflit des textes (constitution ; loi d'orientation 91-22) qui serait conforté par l'absence d'un décret d'application de cette dernière et qui favoriserait des dérives, voire le développement du sectarisme à travers l'éducation.

Le niveau opérationnel et pédagogique

Pour construire des programmes, on passe généralement par trois phases :

- Dans la première, on s'interroge sur le choix politique, sur l'utilité des programmes en tant qu'investissement pour l'avenir, comme une façon d'orienter l'avenir commun d'un pays ;
- Dans la deuxième, on réfléchit sur le rapport entre les enseignants et les élèves avec les programmes et les manuels ;
- Pour tout mettre en œuvre, on passe, dans la troisième, du domaine politique au domaine technique et pédagogique.

Or l'analyse des résultats en profondeur laisse apparaître un non-respect de cette démarche dans le contexte actuel de l'éducation au Sénégal. A l'analyse, la loi 94-82 portant statut des établissements privés du Sénégal autorise bien ces établissements à définir leurs programmes tant que l'Etat ne leur en donne pas un. Cette permissivité ouvre bien des brèches pour le développement de courants et d'idéologies éducatifs divergents au détriment d'un projet éducatif national commun. Ainsi, les risques de confrontation soulignés par les Assises de l'éducation et de la formation de 2014 sont aujourd'hui clairement mis à jour. En effet :

- L'EAI définit ses programmes et l'Etat n'intervient qu'ultérieurement et qu'avec beaucoup d'hésitation, pour négocier sa mise aux normes ;
- L'EAI sélectionne ses enseignants dans une catégorie de diplômés porteurs du même projet idéologique ;
- Ses apprenants sont soumis à des règles de comportements qui promeuvent le sectarisme ;
- L'EAI utilise des manuels venant de l'extérieur, visant l'unification de tous les programmes religieux en Afrique ;
- Et enfin, l'EAI développe des programmes sédimentés non-utilitaires du point de vue des objectifs du développement durable et de l'intégration des apprenants dans le tissu socio-économique. Ce qui les fragilise et leur donne un sentiment d'être marginalisés.

C'est ainsi que cet ordre d'enseignement s'inscrit dans une dualité avec l'Etat et de rivalités internes sur un fond de revendication identitaire : musulman mouride, musulman salafiste, chiite, etc.

3.3.3. Prise en compte ou non de la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation

La prévention de l'extrémisme n'est pas explicitement prise en compte dans la formulation des compétences, des objectifs et des contenus d'enseignement- apprentissage.

¹ La JIR identifiée comme un mouvement islamiste, on se rend compte de ce que leur objectif implique en termes d'action politique notamment en rapport avec les stratégies de dissimulation et d'entrisme politique.

Signes et manifestations de l'extrémisme violent dans les espaces éducatifs du formel et du non formel

Même si l'extrémisme violent n'a pas encore une réelle assise dans le contexte scolaire sénégalais, ils s'y développent, de plus en plus, des signes identitaires dans les discours, les styles vestimentaires, les comportements déviants par rapport à la culture scolaire, etc. Les manifestations, signes et indicateurs d'extrémisme se présentent sous la forme de deux catégories : les codes identitaires et les attitudes et comportements psychologiques. Cette situation est due à la forte religiosité des sénégalais en général. Elle rappelle la situation de l'université de Dakar des années 1990. Des indicateurs renseignent sur ce fait :

- Débats religieux de nature conflictuelle ;
- Une forte rivalité entre associations religieuses et confrériques au sein de l'école ;
- La référence à d'autres figures islamiques en rapport avec le choix de parrains d'établissements en dehors de celles connues au Sénégal ;
- La prolifération d'internats dans les zones de banlieue et quelques centres urbains, est attribuée au dynamisme et à l'offensive de l'islam réformiste. Car ces internats couvrent des pratiques et comportements non conformes aux traditions sénégalaises.

3.3.4. Analyse des recommandations de l'étude

Agir au niveau des curricula : réajustement des programmes pour une prise en charge efficiente de la PEV/E

Cette recommandation est consécutive des manquements constatés dans le CEB et les programmes de l'EAI, car pour lutter contre les extrémismes, il faut passer de la réforme des structures à la réforme des contenus de l'éducation.

Considérant que les programmes ne résultent pas d'un argument d'autorité mais d'un débat national, il faudra définir les programmes comme des ambitions à mêmes d'alimenter la vision du Sénégal que l'on souhaite pour demain. Ainsi, le curriculum doit être conçu dans cette projection et non tournée vers le passé. Il n'est pas nécessaire de défendre une histoire, des préoccupations à jamais dépassées comme c'est le cas dans les programmes de l'EAI. Point d'arbitraire aussi, comme c'est le cas avec le CEB, du moins perçu comme tel par les acteurs de l'EAI.

Le curriculum est jugé selon l'Unesco sur la base du critère de la pertinence. En effet, pour cet organisme des Nations unies, une formulation efficace de la politique curriculaire, une conception appropriée et une mise en œuvre réussie du curriculum nécessitent une compréhension :

- De ce qui est pertinent pour l'apprenant ;
- De ce qui est pertinent par rapport au projet politique national ;
- De ce qui est pertinent du point de vue des tendances internationales ; et
- De ce qui est pertinent pour d'autres acteurs : les employeurs, les chercheurs, etc.

La formulation des politiques éducatives et, en particulier, des politiques relatives au curriculum, requiert une analyse attentive des cadres et des contextes permettant d'identifier les problèmes et évolutions susceptibles de se produire, et ainsi d'évaluer les possibilités d'introduire des changements viables. Afin de légitimer les interventions de l'État en matière de curriculum, il est également nécessaire de parvenir à articuler le travail de différents acteurs pour la définition des politiques et stratégies relatives au curriculum de manière à coordonner, à harmoniser et à équilibrer des questions de nature potentiellement conflictuelle.

De ce point de vue, dans le contexte sénégalais, le concept CEB en soi peut apparaître comme un arbitraire : il ne serait qu'une innovation pédagogique tenant à réécrire les programmes du décret 79-1165 selon une approche par les compétences par des spécialistes de la pédagogie ; il ne couvre pas toute l'éducation de base.

Ainsi, pour décloisonner le système, cette réadaptation s'impose pour plusieurs raisons :

- Le curriculum est considéré comme un moyen sûr pour influencer les mentalités. Ceci repose sur l'hypothèse que les acteurs impliqués dans le processus de développement du curriculum partent du principe que si les apprenants sont exposés à un même curriculum, ils développeront des représentations mentales similaires qui détermineront quelles connaissances ont de la valeur, quelle hiérarchie existe entre les domaines du savoir et quelles conceptions et croyances spécifiques il faut développer dans chacun de ces domaines.
- Le développement du curriculum crée un processus de débat social entre les différentes parties prenantes de la communauté éducative à tous les niveaux. Le champ éducatif est par essence une arène potentielle de confrontation idéologique et de lutte politique. Le curriculum reflète, entre autres, les intérêts idéologiques, religieux, professionnels, économiques, corporatistes et académiques. Dans le cadre du Sénégal, les assises de l'éducation et de la formation avaient anticipé ce débat en appelant à une école unifiée et en mettant le rôle de l'Etat au centre de cette œuvre ;
- Les décisions en matière de curriculum déterminent l'utilisation des ressources : ceci s'illustre par le devoir de légitimer les subventions accordées aux privées. Ces subventions devraient aider à réaliser les finalités et objectifs communs établis par l'Etat dans le cadre d'un curriculum unifié et assorti à des programmes et manuels dans tous les modèles d'écoles du pays.
- Enfin, dans notre contexte, cette recommandation pourrait dissuader les sources de tensions qui peuvent aller de pair avec des divergences idéologiques, des conflits d'intérêts et des processus complexes de formation du consensus qui influencent non seulement les dimensions holistiques de la conception et du développement du curriculum, mais aussi les dimensions micro-politiques des communautés.

Agir au niveau de l'environnement scolaire par une gouvernance communautaire et inclusive de l'école pour la PEV/E.

Cette recommandation repose sur le développement du curriculum dans l'environnement de l'école. Le curriculum ne tient pas seulement en des enseignements intramuros. En effet, le PE implique les aspects pédagogiques mais également les dimensions culturelle et sociale. Il identifie les obstacles à la bonne marche de l'école et s'attaque aux questions qui interpellent l'école en organisant une interaction des parties prenantes. De ce point de vue, le PE :

- Permet une expression de la volonté et de l'engagement de l'équipe pédagogique et de la communauté ;
- Représente un cadre de référence et d'action éducative efficace ;
- Constitue un outil de communication au sein de l'institution scolaire et envers la communauté éducative scolaire.
- Il arrive que le curriculum prescrit ne soit pas celui-là réalisé par les enseignants. Lors des enquêtes, un directeur d'école arabo-islamique du mouvement Al-Falah de Gate², renseigne sur ses stratégies d'éducation à travers des activités autour de la mosquée. L'étude a révélé également l'existence de *daaira*³ ou associations religieuses dans les établissements publics comme privés du pays. Ainsi, l'objectif visé dans le PE est de faire de l'effet d'établissement ou l'effet de contexte d'apprentissage un facteur de prévention de l'extrémisme violent. Par conséquent, les stratégies de prévention de la violence, en rapport avec l'environnement des apprentissages, devient ainsi un centre d'intérêt dans la PEV/E.

² Un grand village sérère situé à quelques 30 Km de Bambey. Al Falah y a implanté un grand centre islamique composé des cycles élémentaire, moyen et secondaire et un centre de formation professionnel pour des jeunes filles.

³ Regroupement de jeunes des confréries.

Agir au niveau du secteur non formel de l'enseignement arabo-islamique : soutien, réglementation, encadrement et contrôle.

Cette recommandation permettra de donner à l'EAI un ancrage qui le situera dans le système éducatif et le soumettra donc au contrôle de l'Etat. Au niveau pédagogique, elle permettra de clarifier le statut de l'éducation religieuse à l'école, de restructurer le programme de celle-ci, de valoriser le patrimoine religieux du Sénégal marqué par la tolérance interreligieuse et du coup contribuera à saper les tentatives de conquête idéologique du wahhabisme au Sénégal qui se développent à travers les écoles privées de l'EAI. En effet, la définition de l'ER pourrait nous amener à tenir compte des valeurs religieuses et universelles qui nous ont valu la stabilité qui caractérise encore le Sénégal. L'ER religieuse ne sera plus un renforcement identitaire mais un moyen de construction de la citoyenneté. L'Etat se donnera le moyen d'orienter l'EAI conformément à sa vision. Ainsi, repenser l'éducation religieuse dans des espaces laïques est une condition sine qua non pour atteindre l'objectif du devenir commun. Car, l'éducation est trop sérieuse pour ne pas être laissée entre les mains de promoteurs privés sans l'implication de l'Etat. Dans le contexte actuel, seule l'éducation gérée par l'Etat créera la conscience citoyenne.

Au niveau politique, elle permettra de prendre en charge le projet éducatif national. Car, nous le savons, le fondamentalisme religieux ne sera combattu que par l'éducation promue et assurée par l'Etat. L'instrumentalisation du religieux sera neutralisée. Cette même éducation devrait être conçue comme le moyen le plus efficace sur le long terme pour enrayer toute forme d'extrémisme notamment religieux et briser les dynamiques identitaires sectaires.

IV. Evaluation des objectifs de l'action pilote et recommandations

4.1. Evaluation de l'étude

Dans leur globalité, les résultats obtenus, ci-dessus analysés, renseignent sur le degré d'atteinte du premier l'objectif de cette action pilote. En effet, le processus a permis d'identifier les fragilités liées à l'offre arabo-islamique mais aussi à l'offre publique officielle. La non prise en charge du phénomène de l'EV dans les deux sous-systèmes ne doit pas réduire le rôle que l'école pourrait être amenée à jouer en ce sens. Les programmes en cours dans les écoles disposent à la fois d'un potentiel dans les contenus et les disciplines qui sont susceptibles d'être mis à contribution pour la PEV. Un certain nombre d'indicateurs de vulnérabilités liées à la dualité des offres et modèles mais également les rivalités inter-confrériques ont pu également être très justement mis en exergue.

Quant à l'atteinte du deuxième objectif de l'action, il faudra lui reconnaître des limites. En effet, les acteurs n'ont pas été associés à l'analyse des curricula, programmes, manuels et environnements scolaires du formel et du non formel en vue d'identifier et consolider les contenus et dispositifs éducatifs existants exploitables et utiles dans la PEV. Leur participation a été limitée par le travail des experts mandatés pour ce faire par le GIRES. Or, leur participation active en aval de cette activité aurait permis de les mettre en première ligne pour l'atteinte du troisième objectif de l'action (le plan d'action et le plaidoyer).

En effet, mobiliser la communauté éducative à partir d'un plan d'action et conduire un plaidoyer auprès des autorités étatiques pour une intégration transversale de l'éducation à la PEV dans les cursus éducatifs sénégalais, nécessite une participation active de ces acteurs tout le long du processus. L'atelier de plaidoyer témoigne bien de cette limite. Les participants à cet atelier du 12 décembre sont revenus sur des questions qui avaient été dépassées comme pour manifester leur désaccord.

A l'analyse, ces limites sont liées à la mise en œuvre de la méthodologie proposée. Le GIRES a davantage privilégié une démarche de recherche au détriment d'une action pilote qui devait impérativement avoir comme principe l'action directe et soutenue par les acteurs. D'autre part, la

mobilisation des institutionnels a pêché, faute de démarche inclusive contrairement aux indications méthodologiques retenues depuis le départ. Au total, on constate que le cadre de dialogue n'a pas fonctionné comme prévu dans les objectifs de l'action.

Au demeurant, la plus-value dans cette étude réside dans son caractère horizontal touchant toutes les sensibilités religieuses du pays. L'étude a aussi contribué à la sensibilisation des acteurs sur l'extrémisme violent. Il reste encore à créer un cadre qui va porter les actions à mener puisque à l'issue du processus et conformément aux objectifs, des perspectives se dessinent dans le cadre de la prévention de l'EV par l'éducation.

4.2. Recommandations

Au niveau local, l'UE et ses partenaires techniques et financiers, pourraient se donner les moyens d'accompagner l'Etat et les communautés dans la prise en charge effective de la prévention de l'extrémisme violent en agissant dans les domaines suivants :

1. La dotation du système éducatif de manuels destinés aux élèves. Ces manuels pourraient être proposés sous forme d'outils parascolaires au cas où l'Etat ne s'inscrirait pas dans la dynamique de réforme des curricula. La politique éditoriale du MEN autorise des outils parascolaires qui appuient et renforcent les programmes officiels. Pour ce faire, la mise en place d'une équipe d'experts serait nécessaire afin de pouvoir porter le projet de manuel, de la préparation des appels à candidature à l'édition des manuels en passant par la validation et l'évaluation techniques des produits. L'INEADE devrait être approchée dans ce sens.
2. La mise à disposition de financements pour les projets d'école. Celle-ci passera par la mise en place d'un dispositif de coordination des projets d'école « **vivons ensemble ! vivons en paix** ». Ce dispositif de coordination aura pour tâche d'écrire le manuel des procédures, de conduire la sélection des écoles éligibles, de l'appui et l'encadrement technique aux bénéficiaires. Il pourrait se donner pour mission de suivre et d'évaluer le projet. Deux phases pourraient être engagées, une phase de test et une phase de généralisation. Elles devraient toucher les différentes offres éducatives du pays (Ecole formelle, Daara, école privée franco-arabe, école privée arabo-islamique). L'Etat sénégalais pourrait être amené via les collectivités territoriales à contribuer au financement de ces projets sur protocole d'accord. Les initiatives et les partenariats développés par la JICA et de l'USAID pourraient inspirer ce type d'approche. Il s'agit là d'un moyen efficace d'apporter des changements dans les écoles. Sachant que la réadaptation voire la réécriture des curricula peut prendre beaucoup de temps, le PE, par son volet pédagogique, constitue une belle opportunité pour prendre en charge le programme élaboré et proposé dans cette étude. Les enseignants seront amenés à être formés à la PEV et auront l'opportunité de prendre en charge le programme commun de PEV selon une approche d'adjonction. Le volet culturel du projet d'école peut également constituer un moyen de mobilisation des communautés dans la PEV.
3. L'appui à la formation des enseignants. Le bureau de l'Unesco à Dakar a déjà établi un guide destiné aux enseignants. Il faudrait traduire ce guide en arabe et appuyer la formation des enseignants à son utilisation. La stratégie pourrait, en plus de la formation dans le cadre des PE, toucher les enseignants en formation dans les CRFPE pendant une certaine durée (entre 3 et 6 ans) afin que plusieurs cohortes puissent en bénéficier et porter la préoccupation dans leur action pédagogique.
4. L'appui à une étude plus poussée sur les indicateurs de l'extrémisme violent dans le cadre scolaire. Nous avons pu constater que les dimensions relatives à l'environnement scolaire et aux attitudes et comportements des apprenants n'ont pas été véritablement traitées dans l'étude diagnostique. De même, les parents d'élèves n'ont pas été touchés dans les enquêtes de terrain comme prévue dans l'échantillon. La période de l'étude ne s'y prêtait pas, encore moins la durée. La contrainte de temps était réelle tout comme les outils d'investigation qui n'incluaient pas l'observation directe et l'interview des apprenants.

5. La DUE pourrait conseiller l'Etat sénégalais à s'orienter vers la création d'un conseil national des programmes. Cet organe pourrait avoir comme mission d'orienter la réécriture de ceux-ci conformément aux recommandations des Assises de l'éducation et de la formation de 2014 (école unifiée).

Au niveau des pays du Sahel, il serait pertinent, voir impératif, de mener une étude sur cette même thématique avec une ampleur plus grande. L'on sait que ces pays ont presque tous des systèmes éducatifs hybrides et une histoire scolaire plus ou moins similaire. Ainsi, la mise en place de projet d'école peut constituer une bonne approche. Retenons toutefois que l'intérêt d'une telle étude réside dans l'opportunité de mobiliser les acteurs autour de la problématique et de doter les populations des moyens de résilience.

Il est suggéré que l'UE puisse être à l'impulsion d'une convergence des bailleurs autour de l'accompagnement du système éducatif sénégalais et de les mobiliser sur la question de l'EV. L'Unesco, l'Unicef, la BID et l'AFD pourrait être ainsi mobilisés dans un plan d'action mieux intégré.

Conclusion

A l'arrivée, l'étude montre bien que la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation devient une exigence. Mais elle suppose une dynamique communautaire. L'éducation peut constituer un rempart et un moyen efficaces de prévention primaire et durable des extrémismes, si elle s'appuie sur des curricula pertinents.

La prévention de « L'extrémisme violent » doit se fonder sur une solide compréhension des revendications et des motivations de ses protagonistes, aussi pragmatiques ou dogmatiques qu'elles puissent être. Et pour y parvenir, il faut commencer par organiser le dialogue des acteurs de l'éducation et des projets éducatifs.

Cette étude montre qu'au-delà des problèmes liés à la radicalisation et à l'extrémisme violent, réconcilier la citoyenneté et les visions revendicatives de l'islam, ou autrement dit, réussir la synthèse de la laïcité et de « l'islam tranquille », l'islam soufi à travers l'école, se présente comme un défi majeur lorsqu'il s'agit de renforcer l'Etat de droit au Sénégal.

L'impact des programmes dont l'objectif est de prévenir l'extrémisme violent, devrait être, dans le cas du Sénégal, comparé à l'impact des politiques de soutien à l'islam traditionnel, pacifique à travers le système éducatif. Car le fondamentalisme religieux ne sera combattu que par l'éducation assurée par l'Etat. Cette même éducation devrait être conçue comme le moyen le plus efficace sur le long terme pour enrayer les extrémismes notamment religieux et briser les dynamiques identitaires sectaires qui se développent au sein de du système éducatif.

De ce point de vue, les agendas éducatifs devront être arrimés aux objectifs d'inclusion, de cohésion et de paix. Dans ce sillage, l'Etat devrait rompre la dualité et les rivalités existantes dans le SEF.

C'est pourquoi les acteurs suggèrent à l'Etat de jouer son rôle de régulateur. La PEV doit être prise en charge à travers l'espace scolaire formel comme non formel. Et de ce fait, il faut agir dans les activités d'enseignement et d'apprentissages proposés dans l'environnement scolaire. L'école peut et doit servir de lieu de prévention et devenir le moyen le plus sûr pour endiguer le mal. Les partenaires de l'Etat du Sénégal devront converger vers les mêmes objectifs afin d'aider le pays à se maintenir dans sa stabilité et le donner comme modèle aux pays du Sahel.

Annexes

Liste des associations et organisations ayant participé au processus

Associations religieuses

Nom de l'organisation	Identification	Niveau de participation
Cadre unitaire de l'islam	Association religieuse multi confrérique	Enquête et ateliers
Dairatoul Moustarchidine Wal Moustarchidat	Association confrérique Tidiane	Enquête et ateliers
Jamaatou Ibadou Rahmane (JIR)	Association islamique non confrérique Promoteur d'écoles	Enquête et ateliers
Rawdour Rayaahin	Association confrérique Mouride	Enquête et ateliers
Conseil d'initiatives citoyennes et culturelles pour el dialogue islamo-chrétien (CICIC)	Association religieuse plurielle	Ateliers

Organisation promotrices de l'éducation

Nom de l'organisation	Identification	Niveau de participation
Association d'appui et d'orientation des écoles coraniques du Sénégal	Association promotrice d'écoles franco-arabe et de daara	Enquête et ateliers
Collectif National des Écoles franco-arabes Autorisées (CNEFAAS)	Organisation plurielle regroupant des promoteurs de l'EAI	Enquête et ateliers
Collectif national des daara modernes	Organisation plurielle regroupant des promoteurs de daara	Enquête et ateliers
Fédération Nationale des Associations d'Écoles Coraniques (FENAECs)	Organisation plurielle regroupant des promoteurs de daara	Enquête et ateliers
Fédération des Associations Islamiques du Sénégal (FAIS)	Organisation plurielle promotrice d'éducation	Enquête et ateliers
Institut d'Études Islamiques (daroul khouddos)	Organisation d'obédience mouride promotrice d'éducation	
Institut Al-Azhar	Organisation d'obédience mouride promotrice d'éducation	Enquête et ateliers
Institut Mozdahir	ONG chiite promotrice d'éducation	Enquête
Mouvement Al Falah	Organisation religieuse d'obédience wahhabite promotrice d'éducation	Enquête et ateliers

Organisations syndicales et de parents d'élèves

Nom de l'organisation	Niveau de participation
G7 : SENELAS/ FC, SELS, SELS/A, SIENS, UDEN, CUSEMS, SAEMS.	Enquête et ateliers
Fédération nationale des associations des parents d'élève	Enquête et ateliers
Représentants du Ministère de l'éducation nationale	Enquête et ateliers
SNECS (syndicat national des écoles catholiques du Sénégal)	Enquête
Syndicats des enseignants des écoles privées catholiques (SNECS)	Enquête

